

Covid-19. Appel national à une « grève sanitaire » des profs le 10 novembre

Publié par Paris-Normandie

3-4 minutes

Les premiers syndicats du secondaire et du primaire appellent à une « grève sanitaire » le 10 novembre pour dénoncer un protocole sanitaire qu'ils jugent insuffisant pour freiner l'épidémie et demandent en urgence de nouvelles mesures.

«Le Snes-FSU a proposé aux syndicats de l'éducation FSU et à l'intersyndicale éducation d'appeler les personnels à une 'grève sanitaire le 10 novembre' », et ce « partout où les conditions sanitaires ne seraient pas réunies pour assurer la sécurité », a expliqué à l'AFP Sophie Vénétiay.

Une intersyndicale doit se tenir jeudi en fin de journée.

Le Snes-FSU demande notamment *«le passage à des demi-groupes», la «réorganisation de la demi-pension», le «recrutement d'agents pour nettoyer davantage les salles» et une «réflexion pour renforcer l'aération».*

De son côté, le Snuipp-FSU appelle dans un communiqué *«les enseignantes et enseignants des écoles à se mettre en grève le mardi 10 novembre pour exiger des conditions sanitaires indispensables au maintien du service public d'éducation, ainsi qu'un plan d'urgence pour l'école».*

«La priorité est de maintenir les écoles ouvertes, une nouvelle fermeture aurait des conséquences scolaires et sociales dramatiques», lance-t-il.

Dès mardi, au lendemain de la rentrée, des élèves ont manifesté un peu partout en France devant des collèges et lycées pour dénoncer ce protocole sanitaire jugé insuffisant. De brefs blocages à Paris, en Haute-Corse ou encore en Seine-et-Marne, ont de nouveau eu lieu jeudi, sans incidents.



A partir de 1€

L'ABONNEMENT NUMÉRIQUE

- Accès à 100% des contenus sur le site web
- Votre journal et ses suppléments en version numérique

JE M'ABONNE

« Le port du masque ne suffit plus »

Mercredi, des élèves avaient bloqué le lycée Paul Eluard à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour y réclamer la mise en place d'un protocole sanitaire. La police a dû intervenir et a interpellé quatre personnes, relâchées dans la soirée, a-t-on appris de source proche du dossier.

« Nous venons d'alerter le ministre sur les tensions qui montent dans les lycées: la crainte sanitaire a pris le dessus depuis le retour des vacances car avoir encore aujourd'hui 35 élèves par classe dans nos établissements, ce n'est plus possible », a expliqué à l'AFP Philippe Vincent, du SNPDEN, le premier syndicat des chefs d'établissement.

Selon lui, *« le port du masque ne suffit plus »* : *« Nous n'arrivons plus à ne pas brasser les groupes, à respecter les distances, à aérer les salles comme il le faudrait, nous avons atteint les limites »*.

Son syndicat demande en urgence « *un aménagement de l'accueil des élèves pour tous les lycées, avec une alternance un jour sur deux pour ne pas perdre trop les élèves en route, et ce pour au moins quelques semaines* », a-t-il lancé, soulignant « *la nécessité d'un cadre national* ».

La maire de Paris Anne Hidalgo a proposé jeudi au ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer et au rectorat que des lieux tels que les « *bibliothèques, théâtres, gymnases*» *puissent être mis à contribution pour donner plus d'espace aux lycéens* », et éviter toute fermeture d'établissements.